ÉCONOMIE • RÉSEAUX SOCIAUX

Attaques d'Elon Musk et de Mark Zuckerberg : « Il faut arrêter d'instrumentaliser la liberté d'expression »

Clara Chappaz, ministre déléguée chargée de l'intelligence artificielle et du numérique, réagit, dans un entretien au « Monde », aux critiques du propriétaire de X et du fondateur de Meta contre les lois de l'UE, accusées de « censurer » les réseaux sociaux.

Propos recueillis par Alexandre Piquard et Damien Leloup

Publié aujourd'hui à 10h04, modifié à 14h43 • Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

La ministre déléguée au numérique, Clara Chappaz, à la sortie du conseil des ministres, à Paris, le 8 janvier 2025. BENOIT TESSIER / REUTERS

Clara Chappaz, ministre déléguée chargée de l'intelligence artificielle et du numérique, réagit aux attaques de dirigeants de grands réseaux sociaux américains qui, comme le fondateur de Meta (Facebook, Instagram), Mark Zuckerberg, et le propriétaire de X, Elon Musk, accusent les lois européennes de *« censurer »* la liberté d'expression. Elle enjoint la Commission européenne d'appliquer fermement la régulation européenne des réseaux sociaux – le Digital Services Act (DSA) –, alors que Meta a annoncé, mardi 7 janvier, d'importants changements de modération et que M. Musk multiplie les messages visant à influencer les décisions politiques au Royaume-Uni ou dans l'Union européenne (UE), notamment en Allemagne : il va, jeudi 9 janvier, s'entretenir sur X avec une dirigeante du parti d'extrême droite allemande Alternative für Deutschland (AfD).

Comment jugez-vous l'arrêt des partenariats de « fact checking »

avec des médias, qui a été annoncé par M. Zuckerberg ?

J'ai immédiatement contacté Meta France pour obtenir un certain nombre de réponses. Meta s'inspire ici d'une fonctionnalité de modération *[les* community notes*, dans lesquelles la vérification d'une information est assurée par des internautes qui rédigent des commentaires]* utilisée aujourd'hui par d'autres plateformes, dont X, et qui fait l'objet d'une enquête de la Commission européenne dans le cadre du règlement DSA. On a donc des raisons d'être préoccupés.

Meta vous a-t-il assuré qu'il respecterait le DSA ?

Oui, tout à fait. Notamment, ils m'ont assuré qu'ils respecteraient l'obligation de réaliser une étude d'impact préalable à des changements de modération pour garantir leur efficacité. Meta m'a dit que les éventuelles modifications à venir respecteraient nos règles. J'attends des garanties et que cette étude me soit communiquée.

Lire aussi | Après les annonces de Mark Zuckerberg, des médias de fact-checking médusés : « C'est un choc pour nous »

Plus largement, MM. Zuckerberg et Musk affirment que les lois de l'UE « censurent » la liberté d'expression. Va-t-on vers un choc entre la Silicon Valley et l'Europe ?

Ce n'est pas nouveau, et on ne va pas vers un choc. Mais nous ne sommes pas naïfs. Il faut arrêter d'instrumentaliser la liberté d'expression. Nous ne sommes pas en train de demander aux Etats-Unis de réécrire le premier amendement de leur Constitution. Et ils n'ont pas à nous demander de repenser la manière dont nous garantissons la liberté d'expression en Europe et en France depuis deux siècles dans la Déclaration des droits de l'homme. Il ne faut absolument pas se laisser embarquer dans cette instrumentalisation. La liberté d'expression, qui est un droit fondamental, est simplement définie de façon différente aux Etats-Unis et en Europe, en particulier en France, ce qui implique des attentes spécifiques en termes de modération

La Commission européenne a ouvert des enquêtes contre des réseaux sociaux américains, dont X, au nom du DSA. Mais ne risque-t-elle pas de ne pas les mener au bout, par peur des représailles des Etats-Unis ?

J'ai toute confiance dans la Commission européenne. Il n'y a aucune raison qu'elle n'aille pas au bout de ces enquêtes. Le DSA est un règlement très ambitieux, voté de manière transpartisane et reflétant notre vision du monde et nos valeurs. Son non-respect implique des amendes très conséquentes.

Lire aussi | Après Musk et Bezos… Zuckerberg : la tech en ordre de marche derrière Trump

Elon Musk doit s'entretenir, jeudi, sur X, avec Alice Weidel, la responsable du parti d'extrême droite allemand AfD. Est-ce son droit, tout comme celui de s'exprimer pour ou contre telle ou telle personnalité politique européenne ?

Je ne suis pas surprise par la manière dont Elon Musk s'est exprimé dernièrement. Son projet politique est clair, et ce n'est pas le nôtre, celui de l'UE. Le président de la République *[Emmanuel Macron]* s'est exprimé sur le sujet lundi *[dénonçant une* « internationale réactionnaire »*]*. Cela doit nous faire réfléchir sur la nécessité, rappelée par Emmanuel Macron, d'un réveil, d'un sursaut européen. Il est plus que jamais important de défendre nos valeurs.

M. Macron comme Jean-Noël Barrot, le ministre des affaires étrangères, ont eu des mots très durs contre M. Musk. Est-on encore dans un dossier de régulation ou dans un dossier diplomatique ?

La technologie n'a jamais été aussi politique. Et le monde est de plus en plus fragmenté. C'est pour cela, d'ailleurs, que nous organisons en février, à Paris, le sommet international pour l'action sur l'intelligence artificielle *[IA]*. Il est important sur ces questions de technologie, de rassembler non seulement les acteurs du numérique mais aussi les chefs de gouvernement et les scientifiques. La régulation des réseaux sociaux comme l'IA sont des enjeux éminemment politiques.

Lire aussi | La France exhorte la Commission européenne à agir contre les ingérences d'Elon Musk

M. Musk publie énormément de messages pour soutenir ou attaquer des gouvernements et politiques européens. S'il s'avère que ses messages sont favorisés algorithmiquement par X, est-ce un cas d'interférence dans des élections ?

Si l'enquête de la Commission prouvait que certaines prises de position portées par le propriétaire du réseau sont particulièrement mises en avant par rapport à d'autres, ce serait une infraction claire au DSA. De même, s'il est prouvé que les *community notes* ne sont pas une technique efficace contre la désinformation, alors X devra en tirer les conséquences.

Faut-il considérer M. Musk comme un chef d'entreprise ou comme un membre du gouvernement américain ? Dans ce second cas, ses positions seraient-elles une ingérence étrangère, au sens du DSA ?

C'est aussi le cœur de la question. Elon Musk a pris des responsabilités politiques. L'investiture *[de Donald Trump]* est proche et, en fonction du rôle qu'il aura, nous aurons à en tirer les conséquences sur l'application du DSA. J'étais le 7 janvier chez Viginum, l'organisme, reconnu internationalement, de lutte contre les ingérences sur les réseaux, qui sont des phénomènes bien réels. On l'a vu autour du dossier des tags de mains rouges *[opération de déstabilisation prorusse]* ou en Nouvelle-Calédonie *[diffusion de messages attisant les violences par des agents de l'Azerbaïdjan]*. Les plateformes doivent garantir qu'elles ont des moyens adéquats pour retirer ces contenus inauthentiques.

Lire aussi | Elon Musk multiplie les attaques contre le premier ministre britannique, Keir Starmer

La France a invité M. Musk au sommet sur l'IA de Paris : sa présence pourrait-elle être remise en question au vu de ses messages récents sur l'Europe ?

Sur la question de l'IA, les enjeux sont immenses. Nous sommes extrêmement bien positionnés en France pour accélérer et cela pose de vraies questions sur les transformations de la société, des métiers, sur les opportunités économiques… Pour y répondre, nous pensons qu'avoir autour de la table les points de vue de toutes les parties prenantes est extrêmement important. Elon Musk est le bienvenu à Paris. Mais les règles européennes qui protègent nos démocraties et notre liberté d'expression doivent être respectées.

Alexandre Piquard et **Damien Leloup**